

SOLIDARITÉ

La précarité de l'aide alimentaire

La crise traversée par les Restos du cœur révèle un mal profond qui affecte toutes les associations de solidarité

Frédéric Zabalza
f.zabalza@sudouest.fr

L'appel à l'aide lancé par le président national des Restos du cœur, le 3 septembre, a résonné jusqu'en Charente-Maritime. L'association créée par Coluche distribue des produits alimentaires dans tout le département à travers ses 26 centres, dont deux itinérants et trois dédiés aux bébés.

« Nos difficultés sont les mêmes qu'au niveau national, explique Nickla Laugaudin, présidente des Restos du cœur en Charente-Maritime. On compte 20 à 30 % de personnes en plus qui viennent à notre rencontre. Nous avons servi 1,5 million de repas en 2022, on est actuellement à 1,7 million, sachant que la saison estivale n'est pas terminée. Il existe déjà un barème, mais nous n'allons servir que les personnes les plus durement touchées pendant quelque temps. Ça nous fend le cœur, c'est surtout difficile pour les bénévoles de dire non à des gens, pour qui ce n'est pas facile non plus de pousser notre porte. »

+60 % de fréquentation

Le déficit financier (35 millions d'euros) des Restos du cœur, qui a aussitôt mobilisé une vague de solidarité, du milliardaire Bernard Arnault à l'équipe de France de football, a révélé la précarité du secteur de l'aide alimentaire, frappé par une combinaison néfaste : afflux important de bénéficiaires, hausse des prix de l'énergie, explosion du coût des denrées alimentaires, stabilité des



Robert Gaillard, président de la Banque alimentaire de la Charente-Maritime, dans l'entrepôt de Périgny, près de La Rochelle. ROMUALD ALUZE / « SUD OUEST »

subventions. « Rien que dans la ville de La Rochelle, nous avons 60 % de fréquentation en plus depuis la crise sanitaire en 2020, signale Lucie Forsans-Guégan, du Secours populaire français. On avait 300 foyers bénéficiaires, on en a 550 aujourd'hui. La difficulté est de trouver des fonds. Il y a les pouvoirs publics, les partenaires privés, mais nous sommes avant tout une association de collecte. »

Besoin de gestionnaires

C'est également la philosophie de la Banque alimentaire de la Charente-Maritime, qui compte près de 18 900 bénéficiaires et a distribué plus de 3,4 millions de repas en 2022. Pour le président Robert Gaillard, les grandes associa-

tions de solidarité sont « en train de payer les mutations profondes provoquées par la crise du Covid-19 ». La préoccupation de la Banque alimentaire est cependant liée davantage aux difficultés d'approvisionnement qu'à un déficit financier.

« Nous avons plus besoin de compétences et d'idées que d'argent, confirme Robert Gaillard. Il ne suffit plus d'avoir des gens courageux, des bénévoles dévoués, il faut aussi des gestionnaires. Les associations doivent se professionnaliser, non pas pour chercher à faire des bénéfices, mais pour faire mieux avec les sommes dont elles disposent. »

« Nos besoins ne portent pas uniquement sur les denrées alimentaires, ils ne sont pas

non plus seulement d'ordre financier », souligne Henri Delporte, responsable de la Croix-rouge à La Rochelle. L'association centenaire a, elle aussi, lancé l'alerte au niveau national, craignant d'atteindre un déficit de 45 à 50 millions d'euros en fin d'année. Car, outre l'aide alimentaire, ses activités concernent aussi l'urgence et le secourisme, l'action sociale, la santé ou encore la formation.

En Charente-Maritime, la Croix-rouge mène actuellement une campagne pour recruter des bénévoles secouristes, appelés à intervenir lors des festivals, des compétitions sportives et tout autre événement populaire.

L'aide alimentaire n'est qu'une action parmi d'autres

ménées par le Secours catholique en faveur des plus pauvres. « Nous ne faisons pas que de la distribution, nous faisons aussi de l'accompagnement personnalisé, ajoute Chantal Henry, présidente de la délégation des Charentes. Le nombre de nos bénévoles, autour de 650, ne baisse pas, mais il n'augmente pas non plus. »

Répartition à revoir

L'association la Soupe de grand-mère, qui sert des repas depuis 14 ans à près de 120 personnes tous les quinze jours, n'est pas épargnée. « L'association est en grande difficulté, se désole la présidente, Nicole Ligori. Nous venons d'augmenter d'un euro le prix du repas, qui passe de six à sept euros. Nous n'avons pas le choix, il y a beaucoup de factures à payer et nous n'avons qu'une subvention de 4 500 euros par an versée par la Ville. »

« C'est compliqué pour les personnes précaires de manger, mais aussi de se soigner, d'acheter les fournitures scolaires pour les enfants », constate Lucie Forsans-Guégan, ajoutant que le Secours populaire français se doit d'être « imaginaire pour lever des fonds ».

Ancien de l'industrie agroalimentaire, Robert Gaillard appelle même à un changement de modèle agricole. « Il manque des cultures maraîchères. Certains produits ne nous arrivent plus de la grande distribution. Il faudrait aussi revoir la répartition de l'aide alimentaire dans le département. La Rochelle est saturée alors qu'il y a des zones blanches en milieu rural. »